



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement  
et du logement Grand Est  
Unité départementale de la Marne  
Direction départementale des territoires**

**AP n° 2025-APM-154-IC**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
concernant les installations situées  
sur le territoire de la commune de Beine-Nauroy  
exploitées par la société ONYX EST**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-APC-100-IC du 12 septembre 2016 autorisant la société Onyx Est à modifier ses installations sur le territoire de la commune de Beine-Nauroy ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 5 juin 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé.

**Considérant** l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-A-100-IC du 12 septembre 2016 qui dispose que « *l'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux de ruissellement internes au site non polluées dans le milieu récepteur et visées à l'article 4.3.9.4, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :*

<b>Substances</b>	<b>Concentrations maximales (en mg/l)</b>
[...]	[...]
MES	35
DCO	125
DBO <sub>5</sub>	30
Azote global (1)	15
Azote ammoniacal (NH <sub>4</sub> )	10
COT	70
[...]	[...]
Fe	1
[...]	[...]

[...] »

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 22 mai 2025, il a été constaté plusieurs dépassements des valeurs limites d'émission sur les eaux de ruissellement issues du site en exploitation et du site en post-exploitation :

- en janvier 2024, sur le site en post-exploitation : DCO à 920 mg/l, DBO<sub>5</sub> à 480 mg/l et COT à 350 mg/l ;
- en avril 2024, sur le site en post-exploitation : DCO à 610 mg/l, DBO<sub>5</sub> à 320 mg/l, MEST à 130 mg/l et COT à 150 mg/l ;
- en juillet 2024, sur le site en exploitation : Azote ammoniacal (NH<sub>4</sub>) à 23 mg/l, azote global à 22 mg/l et Fe à 1,2 mg/l ;

**Considérant** l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-A-100-IC du 12 septembre 2016 qui dispose que « [...] en cas de résultats montrant un dépassement d'une des valeurs limites fixées ci-dessous, la périodicité des analyses sera mensuelle durant le trimestre suivant. [...] Un état récapitulatif trimestriel des mesures et analyses imposées ci-avant doit être adressé au plus tard dans le mois qui suit leur réalisation à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Il est accompagné en tant que de besoin de commentaires sur les causes de dépassement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. » ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses mensuelles durant le trimestre suivant les dépassements des valeurs limites fixés constatés en 2024 ;

**Considérant** que l'exploitant a saisi les résultats d'analyse du bassin, situé sur le site en exploitation, de juillet et octobre 2024 sur l'outil de reporting GIDAF (Gestion Informatisée des Données de l'Auto-surveillance Fréquente) en date du 11 mars 2025 ;

**Considérant** que l'exploitant ne transmet pas de récapitulatif des mesures et analyses dans le mois qui suit pour les eaux du bassin situé sur le site en post-exploitation et de ce fait, les causes de

dépassements constatés ne sont pas commentées. De plus, l'exploitant n'a pas envisagé d'action corrective suite aux dépassements constatés en 2024 ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les non-conformités constatées peuvent engendrer un risque pour la sécurité des tiers et de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société Onyx Est de respecter les prescriptions de l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral n° 97-A-101-IC du 16 décembre 1997, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

**Sur proposition** de Monsieur le Directeur départemental des Territoires de la Marne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Objet de la mise en demeure**

La société Onyx Est, dont le siège social est situé 1 rue Henriette Gallé-Grimm - Nancy (54000), exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux au lieu-dit Le Grand Montfort sur la commune de Beine-Nauroy (51490), est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants du présent arrêté.

### **Article 2 – Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales**

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de six mois, les dispositions de l'article 4.3.10 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-A-100-IC du 12 septembre 2016 en démontrant sa conformité aux valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (Direction départementale des territoires de la Marne – Service environnement – Unité procédures environnementales – [ddt-se-penv@marne.gouv.fr](mailto:ddt-se-penv@marne.gouv.fr)), avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ([ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)), les justificatifs de mise en conformité.

### **Article 3 – Autosurveillance des eaux de ruissellement**

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de douze mois, les dispositions de l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-A-100-IC du 12 septembre 2016, notamment en :

- réalisant des analyses mensuelles durant le trimestre suivant d'éventuels dépassements des valeurs limites fixées constatés ;
- adressant un état récapitulatif, au plus tard dans le mois qui suit la réalisation des analyses trimestrielles, à l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet état est accompagné, en tant que de besoin, de commentaires sur les causes de dépassement constatées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne - Direction départementale des territoires de la Marne – Service environnement – Unité procédures environnementales – ([ddt-se-penv@marne.gouv.fr](mailto:ddt-se-penv@marne.gouv.fr)), avec copie à l'inspection des installations classées : DREAL Grand Est - Unité Départementale de la Marne - ([ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)), les justificatifs de mise en conformité.

#### **Article 4 - Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 5 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 Rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne, par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou de dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

#### **Article 6 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 7 - Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, Monsieur le Directeur départemental des Finances publiques de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence régionale de santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Beine-Nauroy qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société Onyx Est, située 1 rue Henriette Gallé-Grimm à Nancy (54000).

Châlons-en-Champagne, le

04 JUL. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Raymond YEDDOU